

<https://www.ricochets.cc/Competitivite-attractivite-ordre-policier-la-macronie-veut-pousser-les-brutalites-de-l-Etat-capitalisme-encore-plus-loin-7762.html>



Compétitivité, attractivité, ordre policier : la macronie veut pousser les brutalités de l'Etat-capitalisme encore plus loin



Date de mise en ligne : lundi 5 août 2024

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

A présent, les bourgeois et ultracapitalistes ont pris leurs aises, il ne veulent même pas laisser la place à une alternance de gauche modérée NFP qui pourtant n'a pas prévu de s'attaquer aux racines du système en place.

L'Etat (carrément) policier, oui, l'Etat (un peu) social non.

Peut-être aussi que le capitalisme, sous tension, ne peut plus tellement lâcher de lest ni renoncer à aucun de ses marchés et sources d'argent ?

En tout cas les riches séparatistes qui vivent dans leurs bulles maintenue grâce au pillage de la biosphère et à l'exploitation des travailleurs ne veulent rien lâcher, tout pour eux, des miettes pour les autres (il faut bien leur jeter quelques miettes pour qu'ils puissent consommer les produits industriels et ainsi alimenter la fortune des milliardaires).

Mais, en regardant plus largement, les civilisés de France et d'ailleurs, veulent-ils quitter leurs (mini) bulles et agir pour bifurquer vers de tout autres modèles de sociétés, ou préfèrent-ils rêver à une éventuelle future réforme positive de la mégamachine, et ainsi continuer à s'enliser dans les dévastations en tout genre ?

Car si les puissants et autres portes flingues du Capital ont une très lourde responsabilité, leurs pouvoirs et leurs nuisances reposent in fine sur le fait que les civilisés adhèrent malgré tout exactement au même modèle de société qu'eux.

Certes une part des peuples a sans doute encore un attachement à la modération, à la justice et à la décence commune (Orwell), mais les civilisés adhèrent pour la plupart à l'objectif de la délivrance des réalités matérielles et politiques, et pour le réaliser ils adhèrent bon gré mal gré au capitalisme (ou autre productivisme), à la course techno-industrielle et à la représentation politique. **Comme les puissants, ils semblent préférer la « fin du monde » à la fin de la Mégamachine** (il y en a aussi pas mal qui suivent passivement, ou qui subissent et essaient juste de survivre). C'est pourquoi la plupart des contestations ne visent pas une révolte radicale et s'accommodent des promesses des partis, ONG et gouvernements.



Compétitivité, attractivité, ordre policier : la macronie veut pousser les brutalités de l'Etat-capitalisme encore plus loin

MACRON AMPLIFIE LE COUP D'ÉTAT DES RICHES

Banquier méconnu en 2017, Macron avait été produit par la caste médiatique, avant de réussir deux

braquages électoraux grâce au chantage au vote « barrage ». Un président sans majorité ni soutien, en dehors des classes les plus privilégiées. Depuis 2022, il gouverne exclusivement à coup de 49.3 et de grenades, pour imposer des mesures ultra-violentes et rejetées par l'écrasante majorité de la population, comme la réforme des retraites. Nous subissons donc déjà, de fait, un régime de semi-dictature des riches.

Macron a désormais perdu deux scrutins d'affilée, après avoir lancé une dissolution à la veille de l'été en espérant détruire la gauche. Son plan ne s'est pas passé comme prévu, et le Front populaire est arrivé en tête. Macron décide donc tout simplement de balayer le résultat électoral : il a maintenu ses ministres en place et un vote illégal a eu lieu au Parlement pour maintenir un président macroniste à l'Assemblée. Battu, illégitime, le gouvernement reste pourtant au pouvoir et continue de publier des décrets et de gérer le pays pendant les Jeux Olympiques. Dans n'importe quel pays du Sud global, on appellerait ça un coup d'État. En France, c'est le "processus républicain".

Médiapart fait des révélations encore plus inquiétantes : « le président de la République a invité ce jeudi 25 juillet à l'Élysée pour déjeuner un parterre de grands patrons internationaux venus pour la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques afin de les rassurer sur ses intentions pro-business. »

Étaient conviées à ce dîner à l'Élysée les grandes figures du capitalisme mondial comme Elon Musk, patron de Tesla et du réseau social X, qu'il met totalement au service de la campagne de Trump, James Quincey de Coca-Cola, Joseph Tsai à la tête de la plateforme Alibaba, Brian Chesky patron de Airbnb, ou encore les dirigeants de TikTok, Samsung, Arcelor, Youtube, et évidemment les français Bernard Arnault, le PDG de Carrefour et d'Accor. Entre autres. Du beau monde.

Ces Jeux sont un beau retour sur investissement pour Macron : les milliards d'euros d'argent public investis dans cet événement sportif lui permettent d'inviter les plus grands exploiters du monde pour conspirer.

Le président français affirme donc clairement aux patrons du monde qu'il n'a aucune intention de respecter son propre peuple et qu'il sert avant tout leurs intérêts

« Selon une conseillère élyséenne, Emmanuel Macron a, lors du déjeuner, voulu "rassurer" les patrons inquiets après des élections législatives désastreuses pour son camp politique, en se portant garant que ses réformes structurelles (baisse de la fiscalité sur le capital et les plus riches, flexibilisation du marché du travail, chômage, retraites...) ne seraient pas remises en cause » explique Mediapart. Le président français affirme donc clairement aux patrons du monde qu'il n'a aucune intention de respecter son propre peuple et qu'il sert avant tout leurs intérêts.

Le mardi 23 juillet, lors d'une intervention lunaire sur France 2, Macron affirmait déjà qu'il n'y avait selon lui pas eu de gagnant aux dernières élections, mais que « les Français ont placé le Rassemblement national en tête au premier tour », niant totalement la victoire de la gauche. Il balayait toute nomination d'un gouvernement Front Populaire, et disait qu'il envisageait une alliance avec la droite, pour « plus de fermeté, plus de sécurité et plus de justice, plus de simplicité et mieux vivre de son travail ». Traduction : plus de répression et de mesures néolibérales.

Dans une réécriture totale du réel, il expliquait aussi : « Que nous ont dit nos compatriotes ? Que notre pays a besoin de continuer à être plus fort et plus juste [...] on voit que la France est l'un des pays où la quantité de travail par habitant est la plus faible, donc on n'a pas besoin de la réduire. » Autrement dit : « on va continuer la casse du code du travail, punir les chômeurs et continuer à casser les retraites ». Soit exactement l'inverse de ce que souhaite la population.

Il ajoutait : « L'urgence du pays n'est pas de détruire ce qu'on vient de faire, mais de bâtir et d'avancer. Il faut continuer de réindustrialiser, d'améliorer la compétitivité et d'être le pays plus attractif ». Encore une fois, ce n'est

absolument pas le message envoyé dans la rue comme dans les urnes depuis 7 ans. Cet homme est un forcené.

Le journal Les Échos explique que le groupe macroniste au Parlement compte oeuvrer à la « continuité sur la politique économique, avec une stratégie activité, emploi et croissance pour accélérer la réindustrialisation et inciter à la reprise d'emploi avec une réforme de l'assurance-chômage ».

Enfin, Sylvain Maillard, responsable macroniste, affirmait encore ce 31 juillet : « il est de notre responsabilité de ne pas détricoter les réformes faites depuis 7 ans, et d'aller plus loin par exemple sur le travail et la sécurité ». **Non seulement les élections sont balayées et la défaite macroniste n'existe pas, mais les putschistes ultra-libéraux vont proposer toujours plus de mesures autoritaires, liberticides et anti-sociales.**

(post de Contre Attaque)

- voir aussi, entre autre : [Après les JO : la macronie veut nommer son gouvernement pour tenter de continuer la même politique](#) - On se prépare pour de vrai à ce nécessaire puissant mouvement social à caractère insurrectionnel qui déborde tout ?



Compétitivité, attractivité, ordre policier : la macronie veut pousser les brutalités de l'Etat-capitalisme encore plus loin

Remarques persos

Dans le système en place (la civilisation industrielle, l'Etat-capitalisme) les masses sont dépendantes, largement impuissantes sur toutes les choses essentielles de leurs vies. On subit constamment l'existence et les effets néfastes de cette mégamachine anonyme. Même les riches et puissants doivent suivre les besoins et lois de cette structure impersonnelle.

Alors rien d'étonnant à ce que la démocratie ne soit qu'un simulacre et à ce que les choix politiques se fassent sans nous.

La macronie ne fait que continuer, de manière plus énorme et méprisante, ce qui c'est toujours fait.

Tous veulent conserver Etat, capitalisme, fausse démocratie, système techno-industriel...

En réalité, en profondeur, extrême centre (macronistes), gauches et écologistes, extrêmes droites et droite extrême (LR) sont tous d'accord sur le maintien des bases du même système : Etat, capitalisme et productivisme, fausse démocratie, progrès par le système techno-industriel et sa recherche scientifique (innovations).

L'extrême centre, l'extrême droite et la droite extrême sont tous ultracapitalistes et se contrefoutent des questions écologiques.

L'extrême centre tend davantage vers un capitalisme international, tandis que LR et extrême droite vers un capitalisme plus national (avec en plus le côté raciste et discriminant porté par l'extrême droite, même si LR et macronistes suivent de plus en plus la même ligne).

Ces trois droites veulent favoriser davantage les riches et les patrons (surtout les gros) que les gauches, qui elles veulent taxer un peu plus les riches et les entreprises pour redistribuer davantage aux pauvres et classes moyennes « inférieures ».

Mais tous veulent conserver le capitalisme. Les gauches espèrent juste utiliser l'Etat pour rendre le libre Marché un peu moins inégalitaire et destructeur, pour le « verdir » un peu et le « décarbonner » en partie.

Sauf que le techno-capitalisme et l'Etat ont leurs exigences propres, qui sont loin de la démocratie réelle, de l'écologie et de la mesure.

[Les visées de gauche \(sociale démocratie à l'ancienne ou revisitée\) sont donc des vœux pieux largement irréalisables](#) (et tout aussi insoutenables que ceux des droites), qui en fait se terminent par des réformismes superficiels n'empêchant en rien les désastres (sociaux, politiques, économiques, climatiques, écologiques).

Cogérée par la droite ou la gauche, la mégamachine mène aux désastres

Cogérés par la droite ou la gauche (la gauche liée plus ou moins aux principaux partis et syndicats de gauche, Front Populaire et autres) , l'Etat-capitalisme, la mégamachine, la civilisation industrielle mènent à la ruine de la biosphère, à la dépossession des peuples de tout pouvoir sur leurs vies, aux guerres et aux régimes autoritaires.

On ne peut pas vouloir une chose (la mégamachine) et son contraire (la démocratie, la paix, la liberté, le respect du vivant). On ne peut pas transformer la mégamachine - qui dans son fonctionnement structurel piétine la démocratie, la vie sociale, la liberté, les êtres vivants - en une belle société démocratique, écologique, soutenable, juste et paisible. Et puis les technologies et l'Etat ne sont pas neutres, et appellent certains modèles sociaux. Les technologies modernes complexes et l'Etat ont besoin de régimes nuisibles, d'une mégamachine.

Il faudrait donc que les gauches (ici les gauches liées plus ou moins aux principaux partis et les syndicats de gauche, Front Populaire et autres) renoncent à ces chimères impossibles et nuisibles et acceptent le principe d'une bifurcation radicale, de quitter et démanteler la mégamachine au lieu d'espérer l'aménager, de quitter et démanteler l'Etat, le capitalisme et autres productivismes, les variantes de fausses démocraties, le pseudo progrès par le système techno-industriel et sa recherche scientifique, la société de masse....

Mais c'est tellement plus vendeur et rassurant de croire et de continuer à faire croire que la mégamachine pourrait changer et se réformer en profondeur.

Les peuples vont-ils un jour sortir de cette forme d'(auto)hypnose ?

DIVERS

- [Emmanuel Macron perdu dans le MacronVerse](#) - Cette semaine dans la Macronie, La France a obtenu l'organisation des JO d'hiver de 2030 dans les Alpes, Amélie Oudéa-Castéra a envoyé une lettre à plusieurs

sénateurs pour les féliciter de leur réélection à l'Assemblée Nationale, et Emmanuel Macron a demandé une « trêve olympique et politique » jusqu'à mi-août : bienvenu au pays des Droits de la dissolution et du barrage à géométrie variable ...

LA PRESSE INTERNATIONALE S'INQUIÈTE (ENCORE) DE L'AUTORITARISME DE MACRON

Vu de l'étranger, la France est une anomalie politique. C'est le régime le plus autoritaire d'occident : la Cinquième République est issue d'un coup d'État militaire pendant la guerre d'Algérie, et permet au président de régner comme un monarque sans contre-pouvoirs.

En 1958, ce régime était présenté comme une solution pour régler un conflit armé. 60 ans plus tard, il n'a pas été aboli, et cela permet à Macron de régner sans majorité, par 49.3, de dégainer des mesures d'exception et de réprimer sans limite toutes les contestations. Vu d'Angleterre, d'Allemagne ou même des USA, un pouvoir aussi vertical, qui piétine non seulement les corps intermédiaires mais aussi les députés est hallucinant.

Ces derniers jours, deux grands journaux de la presse étrangère soulignent à nouveau cette situation inquiétante. Le journal allemand centriste Die Zeit, qui tire à 500.000 exemplaires par numéro, publie : « Même au milieu de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, Macron n'a pas pu s'empêcher un geste de triomphe politique », « il se comporte comme s'il avait remporté les élections haut la main » et « savoure la prestation de l'une des chanteuses françaises les plus populaires du moment ».

Pour nos voisins, habitués aux compromis politiques, voir un président battu faire preuve d'une telle arrogance est choquant.

Die Zeit s'interroge : « Mais qui commande désormais, lors des Jeux Olympiques, qui sont regardés par des milliards de personnes à travers le monde ? Qui commande la police dans les stades ? Qui donne d'innombrables interviews en tant que ministre des Sports ? Qui, en tant que Premier ministre, a commenté les actes de sabotage massifs sur le réseau ferroviaire français ? C'est l'ancien gouvernement. La faction qui a reçu le moins de voix parmi les trois principaux blocs politiques au premier et au deuxième tour des élections législatives. »

Le journal insiste : « Macron se comporte comme un puissant vainqueur des élections. Il y a quelques jours, il a annoncé dans une interview télévisée qu'il ne nommerait un nouveau gouvernement qu'après les Jeux olympiques ».

Die Zeit explique à son lectorat qu'en France, « c'est légal : la constitution française ne donne pas au président de délai après une élection parlementaire pour nommer un nouveau Premier ministre ou un nouveau ministre. Choquant vu d'Allemagne.

« Cependant, Macron fait désormais fi de toutes les coutumes démocratiques, selon lesquelles le parti ayant le plus de députés gouverne toujours immédiatement » poursuit l'hebdomadaire qui explique aussi que Macron a reçu « personnellement à l'Élysée une poignée d'hommes politiques particulièrement controversés, comme le président camerounais » qui règne par la violence et truque les élections, ou « le président argentin Javier Milei, qui plonge actuellement des millions de citoyens argentins dans la pauvreté et qui, selon ses propres mots, « préfère la mafia à l'État ». Voilà l'analyse d'un journal centriste en Allemagne. En France, ce serait qualifié de propagande d'ultra-gauche.

Enfin, le journal pose cette question teintée d'inquiétude : « Mais que devrait-il se passer après les Jeux olympiques ? » et conclut que la France est « politiquement décapitée. »

Le New York Times est l'un des plus grands quotidiens des États-Unis et l'un des journaux les plus lus du monde, avec plus d'un million d'exemplaires sur papier chaque jour et des millions d'abonnements numériques.

Le journal s'étonne lui aussi de l'attitude de Macron dans un article paru le 10 juillet dernier.

« Dans une lettre au peuple français, rendue publique avant sa publication, M. Macron a déclaré à propos des élections qu'il a convoquées brusquement le mois dernier : « personne ne les a gagnées ». Ce qui est certain d'irriter le Nouveau Front populaire, une alliance de gauche qui est arrivée en tête avec environ 180 sièges à l'Assemblée nationale. »

Le quotidien libéral poursuit : « La lettre indiquait clairement que M. Macron rejettera presque certainement le choix

de la gauche, ce qui augmenterait les tensions politiques déjà élevées. »

Il explique à son lectorat états-uniens : « Macron, dont le style de gouvernement a été très centralisé et descendant, au point qu'il a convoqué les élections sans consulter son propre Premier ministre » et dit que « le ton de la lettre de M. Macron semblait contenir les germes d'une possible dérive et d'une confrontation dans la mesure où son interprétation du résultat des élections n'est en aucun cas partagée. »

Ce n'est pas nouveau. En décembre dernier, Die Zeit titrait déjà : « Aussi agressif que Le Pen » un article consacré à Gérard Darmanin, qui était décrit comme l'architecte de l'escalade violente du gouvernement, et un ministre aussi à droite que Le Pen. Die Zeit écrivait : « Macron n'est apparemment pas gêné par le fait que Darmanin ressemble désormais de plus en plus au Rassemblement national d'extrême droite ». Le journal précisait : la police française utilise « des grenades, des balles en caoutchouc et des gaz », et que des gendarmes ont tiré sur des écologistes depuis des quads. Surréaliste vu d'Allemagne.

La commissaire européenne aux droits de l'homme, Dunja Mijatovi , a dénoncé la répression en France, un commissaire indépendant aux droits de l'homme auprès de l'ONU a appelé la police française à respecter leurs « règles déontologiques », la Maison Blanche a elle-même fait part de sa préoccupation. Et des ONG comme Amnesty International dénoncent régulièrement la militarisation et la brutalisation de la police française. Die Zeit rapporte d'ailleurs les menaces de Darmanin contre la Ligue des Droits de l'Homme, organisation « plus que centenaire et reconnue pour les droits fondamentaux ».

Il y a trois ans, Die Zeit qualifiait la France de Macron « d'Absurdistan autoritaire » à propos de la gestion délirante du Covid : « La gestion sanitaire de Macron est presque monarchique. Les décisions majeures concernant un confinement ou un couvre-feu sont prises dans un 'conseil de défense'. »

En 2021, le journal allemand Handelsblatt, un quotidien « économique » de centre-droit, estimait que le gouvernement Macron avait choisi de régner à l'extrême droite, décrivait la radicalisation de la police et s'alarmait de la situation française : « L'Allemagne doit désormais s'inquiéter [...] Les Européens négligent l'orage qui menace la pointe ouest du continent : les extrémistes de droite sont plus près que jamais de prendre le pouvoir en France [...] la situation politique de la France ressemble plus à la République de Weimar finissante qu'à la France moderne que l'on connaissait. Macron aurait pu, dans ce chaos, être la voix de la Raison. Aujourd'hui, rien ne suggère qu'il souhaite l'être. Demain, il sera peut-être trop tard. »

Le monde entier constate l'installation d'un régime autoritaire en France. Mais chez nous, les médias de masse continuent de flatter le gouvernement, tentent d'endormir tout le monde avec les Jeux Olympiques, et font comme s'il n'y avait aucun problème.

(post de Contre Attaque)